

Exécution de Federico Aramburú par des néo-nazis il y a 4 ans : le procès s'ouvre demain

6 septembre 2026 [Extrême droite](#), [Justice](#)

En mars 2022, des militants d'extrême droite armés, déjà condamnés, proches de policiers et liés au RN assassinaient une star du rugby dans un silence médiatique et politique assourdissant. Ils sont jugés à partir du 7 septembre.

«Ce que j'ai préféré, ce sont les quatre dernières bastos que je lui ai mises dans le buffet». Ce sont les mots glaçants du néo-nazi Loïk Le Priol, à propos du rugbyman Federico Martín Aramburú, qu'il a tué en pleine rue. C'est depuis sa cellule, où il a pu faire rentrer un téléphone portable, que le tueur d'extrême droite a tenu ces propos totalement dénués de remords, lors d'une conversation téléphonique entendue par un surveillant.

Cet ancien militaire, membre du GUD et de réseaux liés à Marine Le Pen, qui était protégé par la police jusqu'à son arrestation en Hongrie, sera jugé avec ses complices à partir de demain, lundi 7 septembre. Ce procès est l'occasion de montrer la violence de l'extrême droite, son impunité, ses complicités au sein des autorités, et surtout de parler de la mémoire de Federico Martín Aramburú. Pour rappel, il y a quatre ans, [sa mort était passée quasiment inaperçue dans les grands médias](#), et n'avait suscité aucune réaction d'ampleur, alors qu'une élection décisive allait avoir lieu.

Revenons en arrière. Nous sommes quelques jours avant les dernières élections présidentielle, le 19 mars 2022, au cœur de Paris : deux néo-nazis alcoolisés agressent un homme non-blanc qui leur demandait une cigarette. Les injures racistes fusent, et un rugbyman argentin ayant une brillante carrière internationale s'interpose : c'est Federico Martín Aramburú. Avec son ami, il se retrouve roué de coups par les néo-nazis. Le plus violent, Loïk Le Priol, ancien du GUD – groupuscule violent d'inspiration fasciste –, exhibe un brassard de police pendant la bagarre.

L'altercation ne s'arrête pas là. Les néo-nazis reviennent, armés, dans une vieille voiture militaire. Loïk Le Priol abat de plusieurs balles dans le dos Federico Martín Aramburú. Le père de famille

meurt peu après en soufflant à son ami : «Appelle la police, je vais mourir». Assassiné par balle, en plein Paris, pour avoir réagi à une agression raciste. Ces faits, à eux seuls, auraient dû provoquer un séisme politique avant l'élection. Il n'en a rien été. Les médias, qui se précipitent d'habitude sur le moindre fait divers, sont alors d'une discrétion sidérante. Il ne fallait surtout pas gâcher la fin de campagne de Marine Le Pen et risquer une présence de la gauche au second tour.

Le Ministre de l'Intérieur, qui publie plusieurs tweets par jour sur tout et n'importe quoi, n'avait pas eu un mot pour la victime. Ce meurtre était pourtant une affaire d'État, car plusieurs jours plus tard le tueur était arrêté, non pas par la police française, mais à la frontière ukrainienne où il s'apprêtait à rejoindre le front ! De quelles complicités a-t-il bénéficié ? Comment le tireur a pu parcourir ces milliers de kilomètres après avoir abattu un homme au cœur de la capitale ?

Une première réponse se trouve au domicile de Loïk Le Priol : des effets siglés Police, entre autres, sont retrouvés par les enquêteurs. Chez son complice, un certain Romain Bouvier, ils tombent sur un buste d'Hitler et une dizaine d'armes à feu de différents calibres, ainsi qu'un gilet pare-balles de la Police et un exemplaire, en allemand, du livre Mein Kampf.

De révélations en révélations, l'affaire est de plus en plus vertigineuse : un policier de la DRPJ, la direction régionale de la police judiciaire, reconnaît avoir passé une partie de la soirée avec Le Priol et son complice, avant l'altercation puis les coups de feu. Il avait bu des verres avec les néo-nazis jusqu'à 3 heures du matin, selon ses aveux.

Quant à Loïk Le Priol, il avait déjà été condamné pour des actes de torture et de barbarie sur un de ses camarades fascistes. Il était donc en principe interdit de séjourner à Paris. Il avait aussi servi dans l'armée et avait étranglé, sans la tuer, une femme à Djibouti, alors qu'il était soldat. Le Priol se vantait aussi d'avoir «buté plus d'un mec». Un danger public. Et malgré cela, il se promenait tranquillement avec des armes et dînait avec un officier dans une ville où il n'avait pas le droit de paraître. Les complicités entre police et criminels d'extrême droite sont donc avérées, et cela n'a été révélé que plusieurs mois après les faits, de façon confidentielle.

Les deux tueurs avaient aussi des liens directs avec le RN, puisque les fondateurs du GUD font partie du cercle rapproché de Marine Le Pen. Loïk Le Priol lui-même était lié à l'influenceur d'extrême droite Julien Rochedy, qui fut conseiller du parti. Il était au cœur du maillage néofasciste. Là non plus : aucune enquête sérieuse sur ces réseaux, aucun appel à la dissolution du RN et, évidemment, aucune polémique sur les plateaux télé pour accuser les élus du RN. Le parti d'extrême droite a terminé sa campagne présidentielle sans aucune difficulté, préservé par l'écosystème médiatique.

En résumé : deux néo-nazis violents, déjà poursuivis pour des actes criminels, se promenaient armés à Paris – alors qu'ils étaient sous contrôle judiciaire et interdits d'aller dans la capitale –, ils ont passé la soirée avec un gradé de la police, avant d'assassiner un homme par balles. Relisez cette phrase. Mesurez-en la gravité. Et interrogez-vous sur le fait que les éditorialistes ont organisé une omerta sur cette affaire. Quatre ans après, les mêmes éditorialistes ont créé un véritable culte autour de Quentin Deranque, autre néo-nazi armé, présenté cette fois-ci comme une victime.

Toutes les vies ne se valent pas, et c'est ce que rappelait l'avocat des proches d'Aramburú, Maître Christophe Cariou-Martin, en février dernier. Il soulignait qu'en mars 2022, il n'y a eu «aucune réaction publique, aucune condamnation», alors que [Deranque a bénéficié d'une minute de silence au Parlement](#) et d'un hommage national, que son portrait est apparu sur des mairies et bâtiments officiels, et qu'il a obtenu un soutien unanime de la classe politique, de François Ruffin à Eric Zemmour.

Les personnes tuées par l'extrême droite n'ont pas le droit à leurs visages sur les bâtiments officiels, ni à plusieurs semaines de drame médiatique. L'avocat de la famille Aramburú l'expliquait : «Le silence politique d'il y a quatre ans est une monstruosité violemment assénée aux amis et à la famille [du défunt] ainsi qu'à toutes les victimes, avant et après lui». Faisons en sorte que le procès qui commence puisse mettre en lumière ces crimes passés sous silence.